

MAROC

MPO SM22

Tableau 1	2021
Population (en millions d'habitants)	37.3
PIB (en milliards de dollars courants)	128.6
PIB par habitant (en dollars courants)	3442.4
Taux de pauvreté national ^a	4.8
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	7.3
Indice de Gini ^a	39.5
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	115.2
Espérance de vie à la naissance, années ^b	76.7
Émissions totales de GES (mCO ₂)	98.7

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.

a) Valeur la plus récente (2014).

b) Indicateurs du développement dans le monde pour la scolarisation (2020) et l'espérance de vie (2019)

L'économie s'est redressée en 2021, sous l'effet d'une production agricole importante, d'exportations solides, de transferts substantiels des Marocains résidents à l'étranger (MRE), de politiques macroéconomiques favorables et de progrès significatifs en matière de vaccination contre la COVID-19. Le Maroc a adopté un Nouveau modèle de développement qui prévoit un programme de réforme ambitieux visant à favoriser une croissance plus forte, plus verte et plus inclusive. Il a également entrepris des réformes ambitieuses pour la généralisation de l'assurance-maladie obligatoire et de la protection sociale ainsi que dans le domaine de l'éducation. À court terme, le pays devra faire face aux conséquences socioéconomiques d'une grave sécheresse et de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires.

Faits marquants et défis

La forte reprise économique en 2021 a permis au Maroc de compenser une grande partie des pertes de production et d'emplois causées par la crise de la COVID-19. Toutefois, le PIB réel reste inférieur de 6,4 % à la tendance pré-pandémique, la croissance potentielle recule depuis le début des années 2010, l'instabilité des précipitations a des conséquences de plus en plus graves sur l'économie, et la crise de la COVID-19 risque de laisser des séquelles socioéconomiques.

La croissance du Maroc n'a pas été suffisamment créatrice d'emploi pour absorber une population en âge de travailler de plus en plus nombreuse, compte tenu de la lenteur du processus de transformation structurelle. Le marché du travail se caractérise par un vaste secteur informel, des niveaux élevés d'inactivité et un faible taux de participation des femmes. Cette situation s'explique par la prévalence des services à faible valeur ajoutée et par un environnement difficile pour les entreprises, en particulier pour les start-up et les jeunes entreprises.

Le Maroc a récemment adopté un Nouveau modèle de développement qui préconise un programme de réforme ambitieux et porteur de transformations. Ce modèle envisage l'accélération et la diversification de la croissance du Maroc qui, dans un passé récent, a été fortement tributaire de niveaux élevés d'investissements publics ayant un effet multiplicateur relativement faible. Un autre défi majeur consiste à promouvoir l'accumulation

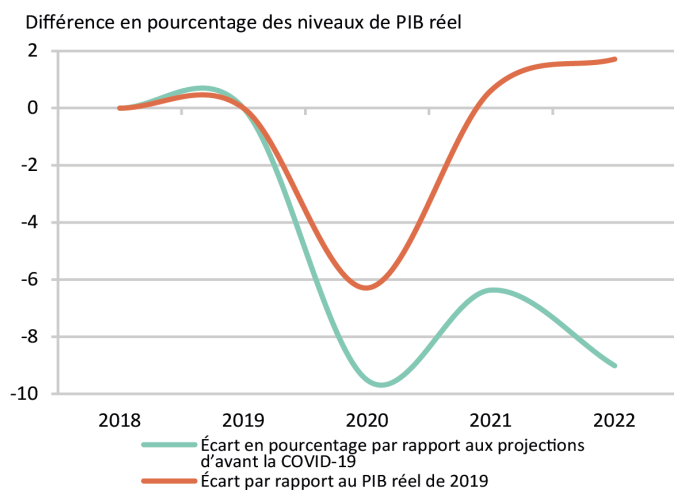
du capital humain et à remédier aux inégalités persistantes en matière d'accès aux services et de protection sociale. C'est pour cette raison que le gouvernement s'est engagé dans une vaste réforme visant à assurer la généralisation de l'assurance-maladie, à mettre en place un programme unifié de transferts monétaires au profit des populations vulnérables et à améliorer le système éducatif.

Évolutions récentes

Pour faire face au variant Omicron de la COVID-19, les autorités ont suspendu les voyages internationaux du 29 novembre 2021 au 7 février 2022, l'une des mesures les plus strictes au monde. Selon les statistiques officielles, les nouveaux cas de COVID-19 sont descendus en mars 2022 à leur niveau le plus bas depuis avril-mai 2020. Le Maroc affiche l'un des taux de vaccination les plus élevés du continent africain, 63 % de sa population étant entièrement vaccinée en mars.

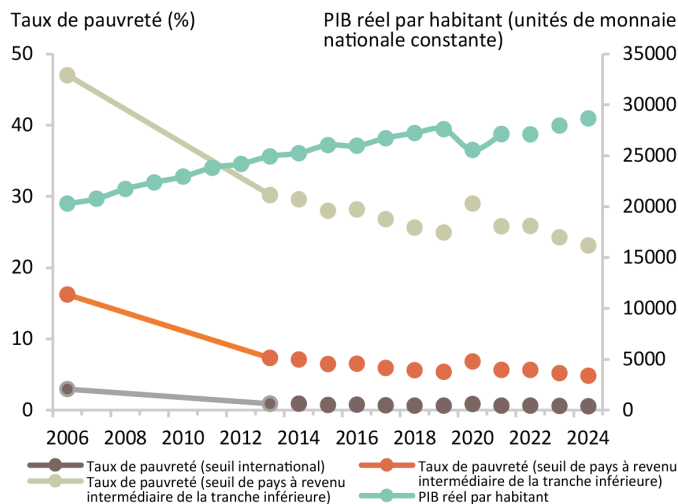
La croissance du PIB a rebondi à 7,4 % en 2021, après un repli de 6,3 % en 2020. Cette situation s'explique en partie par une récolte céréalière exceptionnelle après deux années consécutives de grave sécheresse. La valeur ajoutée agricole a augmenté de 19 %. La performance du secteur industriel a été solide (croissance annuelle de 7,7 %), tandis que la croissance du secteur des services (4,8 %) a été freinée par une lente reprise de l'activité touristique. Au niveau de la demande, la croissance a été appuyée par la consommation, qui a été soutenue par une forte

FIGURE 1 Maroc / PIB réel : données réelles et projetées et tendances pré-COVID-19



Sources : Central Bank : Bank-Al-Maghrib, estimations du personnel de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Maroc / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Sources : Central Bank : Bank-Al-Maghrib, estimations du personnel de la Banque mondiale.

augmentation des transferts des Marocains résidents à l'étranger et par la reprise du marché du travail.

L'inflation annuelle est restée contenue à 1,4 % en moyenne, malgré la pression accrue exercée sur les coûts à l'importation vers la fin de l'année 2021. L'IPC a enregistré une augmentation annuelle de 3,6 % en février 2022. Bank Al-Maghrib maintient le taux directeur à 1,5 % depuis juin 2020.

Le déficit budgétaire a reculé de 7,6 % du PIB en 2020 à 6 % en 2021, la hausse continue des dépenses publiques en 2021 — due à la campagne de vaccination, à l'augmentation des salaires dans le secteur public et à l'accroissement des subventions du gaz butane — ayant été plus que compensée par le rebond de l'impôt sur le revenu et de la TVA. Le ratio dette/PIB a légèrement diminué, passant de 76,4 à 75,6 %.

Le déficit du compte courant est passé de 1,5 à 2,6 % du PIB en 2020-2021, la vigueur des exportations et des transferts des MRE (7,8 % du PIB) ayant été plus que compensée par l'augmentation des importations et la baisse des recettes touristiques. Le déficit du compte courant a été financé par l'augmentation des flux nets d'IDE et des tirages multilatéraux. Le taux de change a été globalement stable et les réserves de change ont augmenté de 3,3 % pour couvrir 6,3 mois d'importations.

Après la forte augmentation de la pauvreté en 2020, les conditions de vie ont commencé à se normaliser progressivement en 2021 grâce à l'amélioration des résultats sur le marché du travail et à la campagne agricole exceptionnellement bonne. La pauvreté au seuil de 3,2 dollars (PPA de 2011) a diminué de 17 % et l'extrême pauvreté au seuil de 1,9 dollar (PPA de 2011) a reculé de 26 % pour s'établir respectivement à 5,7 % et 0,7 %

Perspectives

La croissance économique devrait ralentir à 1,1 % en 2022, sous l'effet de la baisse de la production agricole de 17,3 % suite à une nouvelle sécheresse grave. L'économie devrait être portée par une performance toujours solide mais en ralentissement du secteur industriel et par une reprise plus rapide de l'activité touristique. Les réformes en cours devraient stimuler la croissance potentielle à moyen terme.

L'impact budgétaire de la réforme de la santé et de la protection sociale et le report de la réforme des subventions au GPL et à la farine ralentiront la consolidation du déficit budgétaire (6,2 % du PIB en 2022). La dette publique devrait se stabiliser en dessous de 80 % du PIB. Le déficit du compte courant devrait s'alourdir pour atteindre 5,5 % du PIB, compte tenu de la

hausse de la facture énergétique et du coût des importations alimentaires.

Ces projections sont néanmoins assujetties à des risques à la baisse. La guerre en Ukraine fait grimper les prix mondiaux des produits de base, ce qui, conjugué à la sécheresse, pourrait entraîner le renchérissement de la facture des importations et l'augmentation des subventions au Maroc, et plomber le solde courant et le solde budgétaire. Une reprise plus faible pourrait exercer des pressions supplémentaires sur la capacité de service de la dette auprès des ménages et des entreprises. Les tensions inflationnistes pourraient obliger la banque centrale à relever ses taux et ceci, conjugué à l'évolution de la politique monétaire des économies avancées, entraînerait un resserrement des conditions de financement pour les secteurs public et privé.

La hausse des prix et la baisse des revenus agricoles devraient ralentir la normalisation de la situation socioéconomique après la COVID-19. La pauvreté et l'extrême pauvreté devraient stagner en 2022 dans le meilleur des cas, et elles ne reviendront pas aux niveaux pré-COVID-19 avant 2023. Au regard des pressions inflationnistes, en particulier sur les produits alimentaires et énergétiques, ainsi que des effets de la grave sécheresse, des mesures de soutien aux plus vulnérables et un dialogue social plus vaste sont des mesures importantes que le gouvernement pourrait prendre.

Tableau 2 Maroc / Indicateurs macroéconomiques des perspectives en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p	2024 p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	2,6	-6,3	7,4	1,1	4,3	3,6
Consommation privée	1,9	-4,1	6,7	2,4	4,4	3,9
Consommation des administrations publiques	4,8	1,7	5,4	2,7	2,6	2,5
Formation brute de capital fixe	1,0	-9,0	9,8	5,7	5,7	4,7
Exportations, biens et services	6,2	-14,3	4,9	11,2	11,7	10,4
Importations, biens et services	3,4	-12,2	9,8	13,2	9,7	9,0
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	2,7	-6,1	6,7	1,1	4,3	3,6
Agriculture	-4,6	-6,9	19,0	-17,3	16,5	4,9
Industrie	3,6	-3,8	7,7	3,3	3,4	3,5
Services	4,0	-7,1	4,8	3,6	3,6	3,7
Inflation (indice des prix à la consommation)	0,2	0,7	1,4	4,0	1,8	1,7
Solde courant (% du PIB)	-3,7	-1,5	-2,6	-5,5	-4,0	-3,7
Investissement direct étranger net (% du PIB)	1,3	1,4	1,3	1,5	1,5	1,5
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,8	-7,6	-6,0	-6,2	-5,8	-5,7
Dette (% du PIB)	64,8	76,4	75,6	79,8	79,5	79,6
Solde primaire (% du PIB)	-1,5	-5,1	-3,7	-3,9	-3,4	-3,4
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011)^{a,b}	0,7	0,9	0,7	0,7	0,6	0,6
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	5,4	6,8	5,7	5,7	5,2	4,9
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	24,9	29,0	25,8	25,9	24,3	23,1
Croissance des émissions de GES (MtCO2)	6,3	-4,5	5,3	1,2	3,5	3,3
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	69,3	67,9	69,4	69,4	69,8	70,0

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE.

Notes: e = estimation, p = prévision.

a/Calculs basés sur les données réelles de l'ENCDM 2013. Données réelles : 2013. Prévision immédiate : 2014-2021. Les prévisions portent sur la période 2022-2024.

b) Projections à partir d'une hypothèse de répartition neutre (2013) avec répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.